

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
9 juin 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-quinzième session  
Point 145 de l'ordre du jour  
Barème des quotes-parts pour la répartition  
des dépenses de l'Organisation des Nations Unies**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 3 juin 2021, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la République islamique  
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre datée du 3 juin 2021 émanant de Mohammad Javad Zarif, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, concernant les contributions financières de l'Iran à l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 145 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**



## **Annexe à la lettre datée du 3 juin 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris pour vous faire part de notre profonde consternation à la suite de l'annonce que la République islamique d'Iran perdra son droit de vote à l'Assemblée générale des Nations Unies en raison des arriérés de paiement de sa contribution financière à l'Organisation. Cette décision est fondamentalement viciée, totalement inacceptable et complètement injustifiée, l'incapacité de l'Iran de s'acquitter de ses obligations financières envers l'Organisation ayant pour causes directes les « sanctions unilatérales illégales » imposées par les États-Unis pour punir ceux qui se conforment à une résolution du Conseil de sécurité.

Comme vous, et comme le monde entier, le savez bien, le peuple iranien est soumis à une guerre économique des plus singulières – voire à du terrorisme économique – suite au retrait unilatéral des États-Unis sous l'administration Trump du Plan d'action global commun (PAGC) (retrait maintenu sans vergogne à ce jour par le successeur de Trump comme un soi-disant « levier de négociation »), ce qui constitue une violation substantielle des normes préemptives du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

Il est incroyablement absurde que le peuple iranien, qui a été empêché par la force de transférer son propre argent et ses propres ressources pour acheter de la nourriture et des médicaments sans parler du paiement des arriérés de ses contributions à l'ONU – par un membre permanent du Conseil de sécurité, soit maintenant puni pour ne pas avoir été autorisé à payer les arriérés de sa contribution au budget par le Secrétariat de cette même Organisation, qui a choisi de manière injustifiée depuis trois ans de rester indifférent face à la tentative des États-Unis de provoquer une famine massive un crime contre l'humanité.

Les actes de guerre et de terrorisme économique illégaux des États-Unis ont réduit la capacité de l'Iran de transférer sa contribution financière à l'Organisation et à d'autres organisations internationales, en conséquence directe des restrictions extrêmes imposées aux relations bancaires de l'Iran avec le monde extérieur et du gel des dépôts en espèces – et non des actifs ou des réserves – de plusieurs milliards de dollars de la nation iranienne dans des banques sud-coréennes, japonaises et irakiennes et d'autres banques.

Il est déplorable qu'un membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies soit privé de son droit de vote en raison d'une situation totalement indépendante de sa volonté et résultant d'actes unilatéraux illégaux qui sont le fait d'un autre État. Cela ne fait qu'encourager la logique du plus fort qui a tout fait au cours des quatre dernières années pour torpiller le multilatéralisme et le remplacer par un unilatéralisme extrêmement égoïste et impulsif. L'Organisation et l'ensemble de ses membres doivent rester fidèles aux buts et aux principes de la Charte et s'abstenir de toute décision qui trahit l'esprit d'égalité souveraine des États Membres et affaiblit le multilatéralisme.

La Charte des Nations Unies donne à l'Assemblée générale le pouvoir de décider « que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté », et en pareil cas, un pays peut continuer à voter. En vertu de quelle définition les arriérés de l'Iran ne sont-ils pas « dus à des circonstances indépendantes de sa volonté » ?

La République islamique d'Iran rejette donc la notification de la suspension de son droit de vote. L'incapacité de l'Iran de transférer le montant de sa contribution financière a été entièrement indépendante de sa volonté, et est directement et

intentionnellement causée par de multiples actes illégaux des États-Unis – violation du principe pacta sunt servanda, mesures coercitives unilatérales en violation de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, ordres de saisie en violation de l’immunité souveraine, restriction imposée à toutes transactions financières en violation du droit international humanitaire, et des mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice en date du 3 octobre 2018, et ainsi de suite.

La République islamique d’Iran est pleinement déterminée à s’acquitter de ses obligations financières à l’égard de l’Organisation et continuera à tout mettre en œuvre pour régler les arriérés de paiement de sa contribution financière à l’ONU et à d’autres organisations internationales dès que la condition sous-jacente qui lui est imposée, à savoir les mesures coercitives unilatérales illégales des États-Unis, sera supprimée.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l’Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

(Signé) Javad **Zarif**

---